

Arrêt

n°81 878 du 29 mai 2012
dans l'affaire x / III

En cause : x

Ayant élu domicile : x

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté

LE PRESIDENT F. F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 2 mars 2012, par x, qui déclare être de nationalité burkinabé, tendant à l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9 *bis* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, prise le 2 février 2012 et notifiée le 14 février 2012.

Vu le titre I^{er} *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la Loi* ».

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 27 mars 2012 convoquant les parties à l'audience du 24 avril 2012.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me V. CHRISTIAENS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant déclare être arrivé sur le territoire le 6 janvier 2008. Il a introduit une demande d'asile le 7 janvier 2008. Cette procédure s'est clôturée par l'arrêt n°62.487 du 31 mai 2011, par lequel le Conseil de céans a refusé de lui reconnaître la qualité de réfugié et de lui accorder le statut de protection subsidiaire.

1.2. Le 13 octobre 2008, l'intéressé a sollicité une autorisation de séjour de plus de trois mois en application de l'article 9 *bis* de la Loi. Cette demande a été complétée à huit reprises.

1.3. Par courrier recommandé du 28 juillet 2011, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur pied de l'article 9 *ter* de la Loi, laquelle a été déclarée irrecevable le 21 novembre 2011.

1.4. Par courrier recommandé du 1^{er} février 2012, l'intéressé a introduit une seconde demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois fondée sur l'article 9 *ter* de la Loi, laquelle semble toujours pendante.

1.5. Le 2 février 2012, la partie défenderesse a déclaré irrecevable la demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, introduite par le requérant sur base de l'article 9 *bis* de la Loi. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle. »

La présente décision est prise en langue française, en application de l'article 51/4 §3 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'entrée sur territoire (sic), au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers ; en effet la demande de régularisation a été introduite alors que la procédure d'asile, en langue française, de l'intéressé était en cours.

L'intéressé invoque des craintes de persécutions en raison de sa relation avec la fille du Roi de Nougou0 Or, il incombe au requérant d'étayer son argumentation (C.E. – Arrêt n° 97.866 du 13 juillet 2001). Dès lors, ce dernier n'ayant étayé ses craintes par aucun document pertinent, force est de nous référer aux arguments avancés pendant la procédure d'asile et de constater qu'ils ont été rejetés par le Conseil du Contentieux des étrangers en date du 06.06.2011. Les faits allégués à l'appui de la demande d'autorisation de séjour n'appellent donc pas une appréciation différente de celle opérée par les organes compétents en matière d'asile et ne constituent pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire.

Ensuite, il affirme que sa situation financière ne lui permet pas de retourner dans son pays d'origine. Or il ne démontre pas qu'il ne pourrait obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou autre). Or, rappelons qu'il incombe au requérant d'étayer son argumentation (Conseil d'Etat du 13/07/2001 n°97.866).

Concernant le fait qu'il aurait beaucoup de chance d'être arrêté en cas de retour et qu'il serait , dès lors, difficile pour lui d'entrer en contact avec sa famille, remarquons que celui-ci n'étaye à nouveau pas ses dires. Cet élément n'est donc pas une circonstance exceptionnelle empêchant un retour temporaire vers le Burkina Faso.

Quant au fait que « ondanks de precare omstandigheden, probeert verzoeker zich weliswaar naar goed vermogen te beredderen (...) », cet élément ne constitue raisonnablement pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays, étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun.

Ensuite, il invoque que son retour au pays d'origine entraînerait (sic) une rupture de contact avec son avocat. Notons que le fait de retourner au pays d'origine ne met pas fin à sa procédure et qu'en outre rien n'empêche l'intéressé d'être représenté par son Conseil. Enfin, précision que c'est au requérant qu'il revient de mettre tout en œuvre pour garder contact avec son conseil. Puisque, rappelons-le, ce retour temporaire s'impose afin qu'il puisse respecter ses obligations en matière de séjour conformément à l'article 9bis de la loi.

L'intéressé invoque la longueur de son séjour ainsi que son intégration sur le territoire attestée par des témoignages d'intégration, par sa volonté de travailler (contrat de travail), par des formations suivies (cous (sic) de néerlandais et « Attitude-en Sollicitatietraining voor Fabriekswerk » VDAB). Or, la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles car ces éléments n'empêchent pas la réalisation d'un ou plusieurs départs temporaires à l'étranger pour obtenir l'autorisation de séjour (C.E., 24 octobre 2011, n° 100.223 ; C.C.E. 22 février 2010, n°39.028).

Enfin, il produit un contrat de travail signé avec le CPAS D'Ostende. Toutefois, notons que la conclusion d'un contrat de travail et/ou l'exercice d'une activité professionnelle ne sont pas des éléments révélateurs d'une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans le pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour, et peuvent dès lors constituer des circonstances exceptionnelles. ».

1.6. Le 29 mars 2012, le requérant a introduit une seconde demande d'asile.

2. Exposé des moyens

2.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation de l'article 9 *bis* de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, combiné aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, en particulier l'obligation de motivation matérielle.

Elle expose en substance que les moyens financiers du requérant ne lui permettent pas de retourner au Burkina Faso pour introduire une demande, elle ajoute que l'aide accordée par Organisation Internationale pour les Migrants n'étant pas suffisante, celui-ci devra concrètement financer son voyage ainsi que son séjour sur place, lequel sera probablement long.

Elle affirme que le requérant maintient sa crainte en cas de retour dans son pays d'origine, nonobstant le rejet de sa demande d'asile. Par ailleurs, l'intéressé ne peut y retourner en raison des relations de travail qu'il a développées en Belgique. A cet égard, elle renvoie à son dossier de régularisation et estime que le requérant ne peut s'absenter pendant 6 mois, celui-ci ayant construit sa vie en Belgique, et ne peut dès lors s'en voir privé définitivement. Elle soutient en outre que le retour du requérant dans son pays d'origine aura pour conséquence que le contact entre lui et son conseil sera rompu, dès lors qu'Internet est quasi inexistant et que les télécommunications vers l'Europe sont chères, en telle sorte qu'il ne bénéficiera pas d'un accès effectif à l'aide juridique.

2.2. La partie requérante prend un second moyen, de la violation du principe général de bonne administration, du principe de sécurité juridique, des attentes légitimes en combinaison avec le dépassement du délai raisonnable.

Elle reproche à la partie défenderesse d'avoir pris la décision attaquée après 3 ans et 4 mois. Elle rappelle que dès son arrivée en Belgique, le requérant a introduit une demande d'asile le 7 janvier 2008, procédure qui s'est clôturée négativement, après trois ans, par l'arrêt du 31 mai 2011 rendu par le Conseil de céans. Elle souligne que le requérant a actualisé sa demande à huit reprises et qu'il a déduit du temps consacré à la prise de la décision, que celle-ci lui serait favorable et ce d'autant plus que l'instruction du 19 juillet 2009 indiquait qu'elle était automatiquement applicable aux demandes en cours et que selon ses critères les circonstances exceptionnelles n'étaient plus nécessaires. Partant, elle indique que le requérant a été étonné lorsqu'il a reçu la décision déclarant irrecevable sa demande d'autorisation de séjour. Elle estime que l'attente quant à son séjour est légitime et qu'en outre le délai raisonnable est dépassé. Elle précise que si délai de traitement est tributaire de la complexité du dossier, ce n'était pas le cas en l'espèce. Elle conclut que le dépassement du délai raisonnable devrait entraîner l'annulation de la décision attaquée.

3. Discussion

3.1.2. Sur le premier moyen pris, le Conseil entend rappeler que dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9 *bis*, de la Loi, l'appréciation des « *circonstances exceptionnelles* », auxquelles se réfère cette disposition, constitue une étape déterminante de l'examen de la demande, dès lors qu'elle en conditionne directement la recevabilité en Belgique, en dérogation à la règle générale d'introduction dans le pays d'origine ou de résidence de l'étranger, et ce quels que puissent être par ailleurs les motifs mêmes pour lesquels le séjour est demandé. Il a par ailleurs été jugé que les « *circonstances exceptionnelles* » précitées sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour, que le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et que si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement (en ce sens, notamment : C.E., n° 107.621, 31 mars 2002 ; CE, n° 120.101, 2 juin 2003).

Le Conseil rappelle également qu'est suffisante la motivation de la décision qui permet à l'intéressé de connaître les raisons qui l'ont déterminée et que l'autorité n'a pas l'obligation d'explicitier les motifs de ses motifs (voir notamment : C.E., arrêt 70.132 du 9 décembre 1997 ; C.E., arrêt 87.974 du 15 juin 2000).

Le Conseil souligne en outre que le principe de motivation matérielle, impose qu'un acte administratif repose sur des motifs de droit et de fait qui soient exacts, pertinents et légalement admissibles. A cet

égard, le Conseil ajoute que, dans le cadre du contrôle de légalité qu'il est appelé à exercer en présence d'un recours semblable à celui de l'espèce, il doit se limiter à examiner si l'autorité a pu raisonnablement constater les faits qu'elle invoque et si le dossier administratif du requérant ne contient pas d'éléments qui ne se concilient pas avec cette constatation.

3.1.2. S'agissant du grief relatif à l'incapacité financière du requérant à retourner au Burkina Faso, le Conseil observe que sur ce point, la partie défenderesse a estimé que ce dernier « *ne démontre pas qu'il ne pourrait obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou autre). Or, rappelons qu'il incombe au requérant d'étayer son argumentation (Conseil d'Etat du 13/07/2001 n°97.866).* ». En termes de requête, la partie requérante se limite à énoncer, que le requérant ne dispose pas des moyens financiers nécessaires et que l'aide octroyée par l'Organisation Internationale pour les Migrations est insuffisante, et ce, sans que cette allégation ne soit étayée plus avant. Le Conseil estime que ce faisant, la partie requérante ne conteste pas utilement la motivation de la décision querellée quant à ce.

3.1.3. En ce que la partie requérante expose que la crainte du requérant demeure en cas de retour dans son pays d'origine, malgré le rejet de sa demande d'asile, le Conseil entend rappeler que la faculté offerte par l'article 9 *bis* de la Loi ne saurait constituer un recours contre les décisions prises en matière d'asile et, que si le champ d'application de cette disposition est différent de celui des dispositions de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, du 28 juillet 1951, ou de celui de l'article 48/4 de la Loi, avec cette conséquence qu'une circonstance invoquée à l'appui d'une demande d'asile et rejetée comme telle peut justifier l'introduction en Belgique d'une demande de séjour de plus de trois mois, toutefois, une telle circonstance ne peut être invoquée à l'appui d'une demande formée sur la base de l'article 9 *bis* de la Loi si elle a été jugée non établie par une décision exécutoire de l'autorité compétente en matière d'asile.

En effet, s'il peut être admis qu'un demandeur d'asile se trouve dans une circonstance qui rend très difficile un retour au pays qu'il a fui, en raison des menaces qui existent pour sa sécurité dans ce pays, il n'en va pas de même d'une personne qui s'est vue opposer une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et d'octroi du statut de protection subsidiaire.

En l'espèce, le Conseil constate que le Conseil de céans a considéré, par un arrêt n° 62.487, du 31 mai 2011, que la demande d'asile du requérant était non fondée. Par conséquent, les faits allégués à l'appui de la demande d'autorisation de séjour n'appellent pas une appréciation différente de celle opérée par les organes compétents en matière d'asile, en sorte que cette articulation du moyen n'est pas fondée.

Par ailleurs, le Conseil estime que la circonstance que le requérant ait introduit une seconde demande d'asile le 29 mars 2012, n'énervé en rien ce constat, puisque la légalité d'une décision administrative doit s'apprécier en fonction des faits et des éléments existants et connus de la partie défenderesse au moment où elle statue.

3.1.4. Quant à l'intégration sociale et professionnelle du requérant, concrétisées par des formations visant l'intégration professionnelle, les différents contrats intérimaires ainsi que le contrat signé avec le CPAS d'Ostende, le Conseil considère qu'elles sont autant de renseignements tendant à prouver tout au plus la volonté du requérant de séjourner sur le territoire belge mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour. Dès lors, en relevant les éléments spécifiques d'intégration invoqués par le requérant et en estimant que ceux-ci ne constituaient pas une circonstance exceptionnelle rendant particulièrement difficile son retour dans son pays d'origine, la partie défenderesse a valablement exercé son pouvoir d'appréciation et a suffisamment et adéquatement motivé sa décision.

Pour ce qui est de l'affirmation selon laquelle, un retour au Burkina Faso priverait définitivement le requérant de la vie qu'il s'est construite en Belgique, le Conseil souligne qu'il s'agit d'une simple supputation personnelle non autrement étayée, ni développée, et qui demeure sans incidence sur la légalité même de l'acte attaqué. En tout état de cause, il convient de rappeler que l'exigence imposée par l'article 9 de la Loi d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique belge à l'étranger, ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge (en ce sens, C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006).

3.1.5. Par ailleurs, le Conseil relève que l'articulation du moyen par laquelle la partie requérante entend faire accroire qu'un retour du requérant dans son pays d'origine, le priverait, en raison de l'impossibilité

pour lui de communiquer avec son conseil, d'un accès effectif à l'aide juridique, n'est nullement étayée. Partant en raison de son caractère purement péremptoire, le Conseil ne saurait, au demeurant, considérer cette seule allégation comme susceptible de pouvoir mettre à mal le bien-fondé des motifs de la décision querellée sans substituer sa propre appréciation des faits à celle de l'autorité compétente, ce qui excède manifestement les compétences qui lui sont dévolues dans le cadre du contrôle de légalité, telles qu'elles ont été rappelées dans les lignes qui précèdent.

3.1.6. Au vu des considérations qui précèdent, le Conseil estime que la partie défenderesse a pu valablement considérer que « **Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.** », sans manquer à ses obligations de motivation, en telle sorte que le premier moyen pris n'est pas fondé.

3.2. Sur le second moyen pris, concernant la critique selon laquelle la partie défenderesse aurait statué en dehors du délai raisonnable, le Conseil rappelle que l'article 9 *bis* de la Loi, donne au ministre ou à son délégué la faculté, et non l'obligation, d'accorder un séjour en raison de circonstances exceptionnelles et que la Loi ne prévoit aucun délai dans lequel une réponse doit être donnée à une telle demande. De surcroît, le Conseil ne peut que constater qu'il appert du dossier administratif que depuis son introduction en date du 13 octobre 2008, la demande d'autorisation de séjour du requérant a été actualisée à huit reprises, le dernier complément d'informations ayant été adressé à la partie défenderesse par courrier daté du 15 décembre 2011. Partant, la partie requérant ne peut valablement reprocher à la partie défenderesse de s'être prononcée le 2 février 2012.

Au surplus, le Conseil rappelle que l'écoulement d'un délai, même déraisonnable, dans le traitement d'un dossier n'a pas pour effet d'entraîner la naissance d'un quelconque droit au séjour. A supposer même que l'écoulement du temps décrit par la partie requérante puisse être qualifié de retard et que ce retard puisse être jugé constitutif d'une faute dans le chef de la partie défenderesse, il n'entrerait toutefois pas dans la compétence du juge de l'excès de pouvoir de lui reconnaître ce caractère ni de décider de quelle façon le préjudice causé par cette faute devrait être prévenu ou réparé.

A titre surabondant, le Conseil souligne que « *les principes généraux de bonne administration raisonnable comprennent le droit à la sécurité juridique duquel il découle que les attentes légitimes de l'administré doivent en règle être respectées* » (en ce sens, C.E. arrêt n°94 090, du 19 mars 2001). Le Conseil rappelle en outre que dans un arrêt n°99.052 du 24 septembre 2001 à l'enseignement duquel il se rallie, le Conseil d'Etat a précisé « [...] *que s'agissant d'un acte individuel, dans le cadre duquel l'administration dispose d'un pouvoir d'appréciation, la possibilité de réclamer la protection de la confiance légitime suppose une situation dans laquelle l'autorité a fourni au préalable à l'intéressé des assurances précises susceptibles de faire naître dans son chef des espérances fondées [...]* », *quod non* en l'occurrence où l'on cherchera vainement dans la requête, ainsi, du reste, que dans le dossier administratif, le moindre élément qui puisse être considéré comme une « *assurance précise fournie par la partie défenderesse au requérant susceptible de faire naître dans son chef des espérances fondées* ».

Partant, il ressort à suffisance des observations qui précèdent qu'en se prononçant sur la demande d'autorisation de séjour le 2 février 2012, la partie défenderesse n'a nullement méconnu les principes visés au moyen.

Il s'ensuit que le second moyen n'est pas fondé.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf mai deux mille douze par :

Mme C. DE WREEDE,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme A. P. PALERMO,

Greffier.

Le greffier,

Le président,

A. P. PALERMO

C. DE WREEDE